

SUIVEZ L'ACTU PRÈS DE CHEZ VOUS



(<http://www.leparisien.fr>)

Le Mesnil-Amelot

Coup de force matinal des élus de Plaines et Monts de France

Rémy Calland | 25 Juin 2015, 17h28 | MAJ : 25 Juin 2015, 17h28



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. Avec cette action forte, les manifestants ont voulu envoyer un message clair à l'Etat. Leur mobilisation n'est pas qu'un feu de paille. (LP/Rémy Calland.)

Ce n'était pas un matin à mettre un avion (<http://actualites.leparisien.fr/avion.html>) dehors. En parallèle de la mobilisation des taxis, qui a bloqué la zone aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle ce jeudi matin, une autre manifestation (<http://actualites.leparisien.fr/manifestation.html>), à l'est, s'est chargée de paralyser le rond-point de la D 212, à hauteur de l'aéroport et aux abords du Mesnil-Amelot.

Ces « Irréductibles », comme ils se qualifient désormais, ont un tout autre profil. Ils sont élus de la République. Et c'est écharpe tricolore sur le torse qu'ils se sont retrouvés, à près de 200, dès 5 h 30, devant la salle Maurice-Droy, au Mesnil-Amelot. Ces maires et conseillers municipaux de la communauté de communes Plaines et Monts de France, qui regroupe 37 communes et 110 000 habitants, luttent depuis de nombreux mois contre le projet préfectoral visant à « démanteler » leur intercommunalité.

Seine-et-Marne : le coup de force des élus contre l'interco géante (25 juin 2015)

Ce projet, fruit de la réforme territoriale, vise à intégrer en 2016 les dix-sept communes les plus riches de Plaines et Monts de France à une communauté d'agglomération géante rattachée au Val-d'Oise. Les vingt autres resteraient orphelines de ces moteurs économiques, ainsi que de la manne financière apportée par l'aéroport. Bloqués dans une impasse institutionnelle, ces élus viennent donc de donner une tout autre tournure à leur action. « Et ce n'est que le début », prévient Nicole Thévenet, maire de Précy-sur-Marne.



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. « 77, j’y suis, j’y reste. » Le message des manifestants est clair. (LP/R.C.)

Le soleil à peine levé, Bernard Rigault (LR), maire de Moussy-le-Neuf et président de Plaines et Monts de France, donnait les premières consignes. « On arrive dans le rond-point et on s’arrête. On est des petites communes, pas très riches, notre matériel n’est pas en très bon état et, fatalité, il tombe en panne dans le carrefour ! ». À 6 heures, le singulier cortège se met en ordre de marche, direction le rond-point qui sert de porte d’accès à l’aéroport. Très vite, les axes sont paralysés, et la police détourne les automobilistes. Les élus tentent d’expliquer leur action à ceux qui sont pris dans la nasse, avec plus ou moins de succès. « On a eu de bonnes explications, et nous comprenons leur action, affirme Pascal-Luc Akian, qui travaille dans une société de catering (préparation des repas servis dans les avions) à l’aéroport. Nous avons prévenu nos clients de notre incapacité à les fournir ce matin. Des millions de passagers (sic) vont être bloqués, c’est sur. » Souleymane, qui a garé sa voiture sur le bas-côté à quelques centaines de mètre du rond-point, est moins compréhensif au moment où, comme quelques dizaines d’autres, il rejoint finalement son lieu de travail à pied. « Ce n’est pas normal, je ne comprends vraiment pas. Depuis 6 heures je suis debout, et là je finis à pied jusqu’à Charles-de-Gaulle. Mon employeur n’est pas content. Y en a marre. »



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. Les élus tentent d'expliquer leur action aux usagers bloqués. (LP/R.C.)

Certains élus auraient préféré une action moins impactante pour la population, tous regrettent amèrement que l'Etat reste sourd à leurs demandes, après de longs mois de tractations. « Nous ne sommes pas entendus, l'Etat avance comme un rouleau compresseur, pour nous broyer. Mais nous sommes prêts à utiliser toutes les voix juridiques et tous types d'actions tant qu'on ne pourra pas se faire entendre », conclut Bernard Rigault.

« Il s'agit d'un dépeçage du département »

Bernard Corneille (DVG), maire d'Othis et conseiller départemental

Excepté le député-maire de Claye-Souilly Yves Albarello (LR), la très grande majorité des élus du secteur étaient présents ce jeudi matin. Tous unis contre ce projet préfectoral.

Bernard Rigault (LR), maire de Moussy-le-Neuf et président de Plaines et Monts de France. « Ce projet aura pour conséquence une augmentation des impôts de 300 à 500 € par foyer, ainsi que le rétablissement de la taxe des ordures ménagères, soit 200 à 300 € par foyer. Et c'est aussi probablement l'arrêt d'un certain nombre de crèches, puisque les communes qui les récupéreront n'auront plus les moyens de les faire fonctionner. »

Bernard Corneille (DVG), maire d'Othis et conseiller départemental. « Ce projet laisserait sur le bord de la route 20 communes qui ne bénéficieraient plus des retombées économiques aéroportuaires alors qu'elles en subissent les nuisances sonores et atmosphériques. Il s'agit aussi d'un dépeçage du département. Ce secteur a un avenir économique prometteur. Le rattacher au Val-d'Oise, c'est porter atteinte à l'identité départementale. »

Michel Dutruge (LR), maire de Dammartin-en-Goële. « L'État fait son opération sans nous consulter. On veut qu'il nous

écoute et nous reçoive. La seule manière qu'il nous reste c'est de manifester, pour que ça remonte au ministère qui ne veut pour l'instant pas nous recevoir. »

Nicole Thévenet, maire de Précý-sur-Marne. « C'est l'action douce aujourd'hui mais je pense qu'on ira au-delà. On est des rebelles. Nous avons décidé de combattre ce démantèlement inacceptable. »

Joël Marion (PCF), maire de Compans. « Nous sommes en désaccord profond avec la volonté d'éclater notre communauté de communes. Les 17 plus riches seraient rattachées au Val-d'Oise, laissant crever les autres. C'est inconcevable. »



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. Près de deux cents manifestants étaient mobilisés, dès 5 h 30 du matin. (LP/R.C.)

> Venez débattre et poser vos questions sur nos forums ! (<http://forum.leparisien.fr/>)

édition abonnés ✕

Coup de force matinal des élus de Plaines et Monts de France

Rémy Calland | 25 Juin 2015, 17h28 | MAJ : 25 Juin 2015, 17h28

Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. Avec cette action forte, les manifestants ont voulu envoyer un message clair à l'Etat. Leur mobilisation n'est pas qu'un feu de paille. Illustration. (LP/Rémy Calland.)

Ce n'était pas un matin à mettre un avion (<http://actualites.leparisien.fr/avion.html>) dehors. En parallèle de la mobilisation des

taxis, qui a bloqué la zone aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle ce jeudi matin, une autre manifestation (<http://actualites.leparisien.fr/manifestation.html>), à l'est, s'est chargée de paralyser le rond-point de la D 212, à hauteur de l'aéroport et aux abords du Mesnil-Amelot.

Ces « Irréductibles », comme ils se qualifient désormais, ont un tout autre profil. Ils sont élus de la République. Et c'est écharpe tricolore sur le torse qu'ils se sont retrouvés, à près de 200, dès 5 h 30, devant la salle Maurice-Droy, au Mesnil-Amelot. Ces maires et conseillers municipaux de la communauté de communes Plaines et Monts de France, qui regroupe 37 communes et 110 000 habitants, luttent depuis de nombreux mois contre le projet préfectoral visant à « démanteler » leur intercommunalité.

Seine-et-Marne : le coup de force des élus contre l'interco géante (25 juin 2015)

Ce projet, fruit de la réforme territoriale, vise à intégrer en 2016 les dix-sept communes les plus riches de Plaines et Monts de France à une communauté d'agglomération géante rattachée au Val-d'Oise. Les vingt autres resteraient orphelines de ces moteurs économiques, ainsi que de la manne financière apportée par l'aéroport. Bloqués dans une impasse institutionnelle, ces élus viennent donc de donner une tout autre tournure à leur action. « Et ce n'est que le début », prévient Nicole Thévenet, maire de Précy-sur-Marne.



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. « 77, j'y suis, j'y reste. » Le message des manifestants est clair. (LP/R.C.)

Le soleil à peine levé, Bernard Rigault (LR), maire de Moussy-le-Neuf et président de Plaines et Monts de France, donnait les premières consignes. « On arrive dans le rond-point et on s'arrête. On est des petites communes, pas très riches, notre matériel n'est pas en très bon état et, fatalité, il tombe en panne dans le carrefour ! ». À 6 heures, le singulier cortège se met en ordre de marche, direction le rond-point qui sert de porte d'accès à l'aéroport. Très vite, les axes sont paralysés, et la police détourne les automobilistes. Les élus tentent d'expliquer leur action à ceux qui sont pris dans la nasse, avec plus ou moins de succès. « On a eu de bonnes explications, et nous comprenons leur action, affirme Pascal-Luc Akian, qui travaille dans une société de catering (préparation des repas servis dans les avions) à l'aéroport. Nous avons prévenu nos clients de notre incapacité à les fournir ce matin. Des millions de passagers (sic) vont être bloqués, c'est sur. » Souleymane, qui a garé sa voiture sur le bas-côté à quelques centaines de mètres du rond-point, est moins compréhensif au moment où, comme quelques dizaines d'autres, il rejoint finalement son lieu de travail à pied. « Ce n'est pas normal, je ne comprends vraiment pas. Depuis 6 heures je suis debout, et là je finis à pied jusqu'à Charles-de-Gaulle. Mon employeur n'est pas content. Y en a marre. »



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. Les élus tentent d'expliquer leur action aux usagers bloqués. (LP/R.C.)

Certains élus auraient préféré une action moins impactante pour la population, tous regrettent amèrement que l'Etat reste sourd à leurs demandes, après de longs mois de tractations. « Nous ne sommes pas entendus, l'Etat avance comme un rouleau compresseur, pour nous broyer. Mais nous sommes prêts à utiliser toutes les voix juridiques et tous types d'actions tant qu'on ne pourra pas se faire entendre », conclut Bernard Rigault.

« Il s'agit d'un dépeçage du département »

Bernard Corneille (DVG), maire d'Othis et conseiller départemental

Excepté le député-maire de Claye-Souilly Yves Albarello (LR), la très grande majorité des élus du secteur étaient présents ce jeudi matin. Tous unis contre ce projet préfectoral.

Bernard Rigault (LR), maire de Moussy-le-Neuf et président de Plaines et Monts de France. « Ce projet aura pour conséquence une augmentation des impôts de 300 à 500 € par foyer, ainsi que le rétablissement de la taxe des ordures ménagères, soit 200 à 300 € par foyer. Et c'est aussi probablement l'arrêt d'un certain nombre de crèches, puisque les communes qui les récupéreront n'auront plus les moyens de les faire fonctionner. »

Bernard Corneille (DVG), maire d'Othis et conseiller départemental. « Ce projet laisserait sur le bord de la route 20 communes qui ne bénéficieraient plus des retombées économiques aéroportuaires alors qu'elles en subissent les nuisances sonores et atmosphériques. Il s'agit aussi d'un dépeçage du département. Ce secteur a un avenir économique prometteur. Le rattacher au Val-d'Oise, c'est porter atteinte à l'identité départementale. »

Michel Dutrige (LR), maire de Dammartin-en-Goële. « L'Etat fait son opération sans nous consulter. On veut qu'il nous écoute et nous reçoive. La seule manière qu'il nous reste c'est de manifester, pour que ça remonte au ministère qui ne veut pour l'instant pas nous recevoir. »

Nicole Thévenet, maire de Précy-sur-Marne. « C'est l'action douce aujourd'hui mais je pense qu'on ira au-delà. On est des rebelles. Nous avons décidé de combattre ce démantèlement inacceptable. »

Joël Marion (PCF), maire de Compans. « Nous sommes en désaccord profond avec la volonté d'éclater notre communauté de communes. Les 17 plus riches seraient rattachées au Val-d'Oise, laissant crever les autres. C'est inconcevable. »



Le Mesnil-Amelot, ce jeudi à 5h30. Près de deux cents manifestants étaient mobilisés, dès 5 h 30 du matin.
(LP/R.C.)
leparisien.fr

